

RCS : STRASBOURG

Code greffe : 6752

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de STRASBOURG atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 00811

Numéro SIREN : 513 415 646

Nom ou dénomination : PAMALPHA

Ce dépôt a été enregistré le 29/05/2020 sous le numéro de dépôt 4105

29 MAI 2020

54105

PAMalpha
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 736 000 €
Siège social : 16, rue des Sarcelles – ZA de la Vogelau
67300 SCHILTIGHEIM
RCS STRASBOURG B 513 415 646

SIRET 513 415 646 00027 APE 7022Z

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 30 SEPTEMBRE 2019**

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

DEUXIÈME DÉCISION

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 86 682,43 euros de la manière suivante :

<u>Origine</u>	
Résultat de l'exercice	86 682,43 euros
Report à nouveau	<u>801,89 euros</u>
Totaux	87 484,32 euros

<u>Affectation du résultat</u>	
Au compte « Autres réserves », soit	87 000,00 euros
Au compte « Report à nouveau », soit	<u>484,32 euros</u>
Totaux	87 484,32 euros

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucune somme n'a été distribuée aux titres de dividendes, au cours des trois derniers exercices précédents.

Pour copie certifiée conforme

Le Président,
Pierre-Alain MENDLER

PAMalpha SASU

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 736 000 Euros

Siège social : 16, rue des Sarcelles
ZA de la Vogelau – Schiltigheim

67300 SCHILTIGHEIM

RCS Strasbourg B 513 415 646
SIR 513 415 646 00027 APE 7022Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 mars 2019

PAMalpha SASU

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 mars 2019

A l'assemblée générale de la société PAMalpha SASU,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée du 29 septembre 2017, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PAMalpha SASU relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiqués dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2018 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de son audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

PAMalpha SASU

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Strasbourg, le 12 septembre 2019

Le Commissaire aux comptes



FIDUCIAIRE DE L'ECONOMIE
FIDEC SA
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux comptes
30, Quai du Brulig - 67200 STRASBOURG
Tél. : 03.88.20.55.77 - Fax 03.88.29.13.40
E-mail : fidéc-strasbourg@wanadoo.fr

ACTIF	Exercice clos le 31/03/2019 (12 mois)				Exercice précédent 31/03/2018 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	1 393	1 393			80	0,01
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	11 275	8 823	2 451	0,18	7 885	0,54
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	580 690		580 690	41,81	580 690	39,93
Créances rattachées à des participations	600		600	0,04	600	0,04
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	593 958	10 217	583 741	42,03	589 255	40,52
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	92 156		92 156	6,64	64 800	4,46
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	46		46	0,00		
. Personnel						
. Organismes sociaux	2 673		2 673	0,19	2 547	0,18
. Etat, impôts sur les bénéfiques						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	384		384	0,03	6 580	0,45
. Autres	554 312		554 312	39,91	551 375	37,91
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	151 313		151 313	10,90	235 394	16,19
Charges constatées d'avance	4 138		4 138	0,30	4 416	0,30
TOTAL (II)	805 022		805 022	57,97	865 112	59,48
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	1 398 980	10 217	1 388 763	100,00	1 454 368	100,00

PASSIF	Exercice clos le		Exercice précédent	
	31/03/2019		31/03/2018	
	(12 mois)		(12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 736 000)	736 000	53,00	736 000	50,61
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	73 600	5,30	73 600	5,06
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	312 200	22,48	305 200	20,99
Report à nouveau	802	0,06	91	0,01
Résultat de l'exercice	86 682	6,24	7 711	0,53
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
	TOTAL (I)	1 209 284	87,08	1 122 602
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
	TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
	TOTAL (III)			
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	25 256	1,82	41 836	2,88
. Découverts, concours bancaires	307	0,02	329	0,02
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés	114 818	8,27	200 836	13,81
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours			37 093	2,55
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 877	0,28	2 203	0,15
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel				
. Organismes sociaux	11 895	0,86	12 252	0,84
. Etat, impôts sur les bénéfices	1 419	0,10	18 181	1,25
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	20 641	1,49	15 735	1,08
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	1 265	0,09	777	0,05
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			2 523	0,17
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance				
	TOTAL (IV)	179 479	12,92	331 766
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	1 388 763	100,00	1 454 368	100,00

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/04/2018 au 31/03/2019

Présenté en Euros

Edité le 26/11/2019

COMPTES DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/03/2019 (12 mois)		Exercice précédent 31/03/2018 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises									
Production vendue biens									
Production vendue services	377 873		377 873	100,00	373 862	100,00	4 011	1,07	
Chiffres d'Affaires Nets	377 873		377 873	100,00	373 862	100,00	4 011	1,07	
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			3 120	0,83	3 120	0,83			0,00
Autres produits			2	0,00	2	0,00			0,00
Total des produits d'exploitation (I)			380 995	100,83	376 985	100,84	4 010	1,06	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)									
Variation de stock (marchandises)									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			59 835	15,83	65 713	17,58	-5 878	-8,93	
Impôts, taxes et versements assimilés			4 489	1,19	7 030	1,88	-2 541	-36,14	
Salaires et traitements			140 148	37,09	118 334	31,65	21 814	18,43	
Charges sociales			51 615	13,66	45 089	12,06	6 526	14,47	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			5 514	1,46	3 503	0,94	2 011	57,41	
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant									
Dotations aux provisions pour risques et charges									
Autres charges			2 315	0,61	928	0,25	1 387	149,46	
Total des charges d'exploitation (II)			263 916	69,84	240 597	64,35	23 319	9,69	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			117 079	30,98	136 388	36,48	-19 309	-14,15	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)									
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					101 517	27,15	-101 517	-100,00	
Produits financiers de participations			4 268	1,13	7 588	2,03	-3 320	-43,74	
Produits des autres valeurs mobilières et créances									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (V)			4 268	1,13	7 588	2,03	-3 320	-43,74	
Dotations financières aux amortissements et provisions									
Intérêts et charges assimilés			2 728	0,72	4 083	1,09	-1 355	-33,18	
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (VI)			2 728	0,72	4 083	1,09	-1 355	-33,18	
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			1 539	0,41	3 505	0,94	-1 966	-56,08	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			118 618	31,39	38 376	10,26	80 242	209,09	

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/04/2018 au 31/03/2019

Présenté en Euros

Edité le 26/11/2019

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le		Exercice précédent		Variation		
	31/03/2019 (12 mois)		31/03/2018 (12 mois)		absolue (12 / 12)	%	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				1 000	0,27	-1 000	-100,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital							
Reprises sur provisions et transferts de charges							
Total des produits exceptionnels (VII)				1 000	0,27	-1 000	-100,00
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				148	0,04	-148	-100,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				1 000	0,27	-1 000	-100,00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions							
Total des charges exceptionnelles (VIII)				1 148	0,31	-1 148	-100,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)				-148	-0,03	148	-100,00
Participation des salariés (IX)							
Impôts sur les bénéfices (X)	31 936	8,45	30 517	8,16	1 419	4,65	
Total des Produits (I+III+V+VII)	385 263	101,96	385 573	103,13	-310	-0,07	
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	298 581	79,02	377 861	101,07	-79 280	-20,97	
RÉSULTAT NET	86 682	22,94	7 711	2,06	78 971	N/S	
				<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier							
Dont Crédit-bail immobilier							

ANNEXE

Période du 01/04/2018 au 31/03/2019

Aux comptes annuels présentée en Euro

Edité le 27/11/2019

PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2019 dont le total est de 1 388 763,25 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 86 682,43 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2018 au 31/03/2019.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/04/2017 au 31/03/2018.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Fonds commercial
- Avances aux dirigeants
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges à répartir sur plusieurs exercices
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

1.2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

1.3 - STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

1.4 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.5 - COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option :

- d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),
- une des autres solutions envisagées (en diminution de l'impôt ou en produit d'exploitation).

La comptabilisation du CICE, en IFRS, est présentée suivant l'une des deux possibilités retenues par la CNCC :

- Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique, en déduction des charges de personnel auxquelles il est lié ou en « Autres produits »
- Comptabilisation en « Avantages du personnel » en déduction des frais de personnel

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement (indiquer éventuellement un montant ou %)
- de recherche, d'innovation (indiquer éventuellement un montant ou %)
- de formation et de recrutement (indiquer éventuellement un montant ou %)
- de prospection de nouveaux marchés (indiquer éventuellement un montant ou %)
- de transition écologique et énergétique (indiquer éventuellement un montant ou %)
- et de reconstitution de leur fonds de roulement (indiquer éventuellement un montant ou %)

2 - CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

3 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immob. au début d'exercice	Augmentations Réévaluat. en cours d'exercice	Augmentations Acquisit', créat' virent pst à pst
Frais d'établissement, recherche, développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 393		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Install. générales, agencements, constructions			
Install. techniques, matériel, outillages industriels			
Autres install., agencements, aménagements	1 230		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	10 045		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	11 275		
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	580 690		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	600		
TOTAL	581 290		
TOTAL GENERAL	593 958		

	Diminutions Par virement de pst à pst	Diminutions Par cession ou mise HS	Valeur brute des immob. à fin d'exercice	Réév. légale Val origine à fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche, développement				
Autres immobilisations incorporelles			1 393	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions				
Install. techniques, matériel, outillages industriels				
Autres install., agencements, aménagements			1 230	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			10 045	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			11 275	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GENERAL			12 668	

4 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Elem. sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	1 313	80		1 393
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions				
Install. techniques, matériel et outill. industriels				
Installations, agencements divers	65	123		188
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 324	5 311		8 635
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	3 389	5 434		8 823
TOTAL GENERAL	4 702	5 514		10 216

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la prov. pour amort. déroq.	
	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche	80				
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Install. gales, agencements, constructions					
Install. tech., matériel, outill. industriels					
Installations, agencements divers	123				
Matériel de transport					
Mat. de bureau, informatique, mobilier	5 311				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	5 434				
TOTAL GENERAL	5 514				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

5 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	600		600
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	92 156	92 156	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	2 673	2 673	
Etat et autres collectivités publiques:			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A.	384	384	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	3 223	3 223	
Groupe et associés	449 523	449 523	
Débiteurs divers	101 612	101 612	
Charges constatées d'avance	4 138	4 138	
TOTAL GENERAL	654 309	653 709	600
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des org. de crédits:				
- à un an maximum	307	307		
- plus d'un an	25 256	16 797	8 459	
Emprunts et dettes financières				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 877	3 877		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 895	11 895		
Etat et autres collectivités publiques:				
- Impôts sur les bénéfices	1 419	1 419		
- T.V.A.	20 641	20 641		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	1 265	1 265		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	114 818	114 818		
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	179 478	171 019	8 459	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	16 566			
Emprunts et dettes contractés auprès associés				

RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

<u>Nature des Indications / Périodes</u> <u>Durée de l'exercice</u>	31/03/2019 12 mois	31/03/2018 12 mois	31/03/2017 12 mois	31/03/2016 12 mois	31/03/2015 12 mois
<u>I - Situation financière en fin d'exercice</u>					
a) Capital social	736 000	736 000	736 000	436 000	316 000
b) Nombre d'actions émises					
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
<u>II - Résultat global des opérations effectives</u>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	377 873	373 862	306 245	317 798	295 756
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	124 132	41 731	92 848	100 341	87 142
c) Impôt sur les bénéfices	31 936	30 517	12 035	18 644	20 878
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	92 196	11 214	80 813	81 697	66 264
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	86 682	7 711	80 813	81 697	66 264
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
<u>III - Résultat des opérations réduit à une seule action</u>					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions					
b) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions					
c) Dividende versé à chaque action					
<u>IV - Personnel :</u>					
a) Nombre de salariés					
b) Montant de la masse salariale	140 148	118 334	147 436	145 975	134 921
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...)	51 615	45 089	60 434	51 339	48 449

Observations complémentaires